

Quoi de neuf acteur(s) ?

Finances locales, réforme territoriale : quelles évolutions attendues pour les collectivités locales

Claire Delpech, Assemblée des communautés de France



Finances locales, réforme territoriale : quelles évolutions attendues pour les collectivités locales ?

⌚ *Finances locales, organisation institutionnelle : un tournant ?*

- Quelques éléments de bilan sur la situation financière et l'organisation institutionnelle

⌚ *Quelles attentes des collectivités ?*

- En particulier dans le domaine du logement

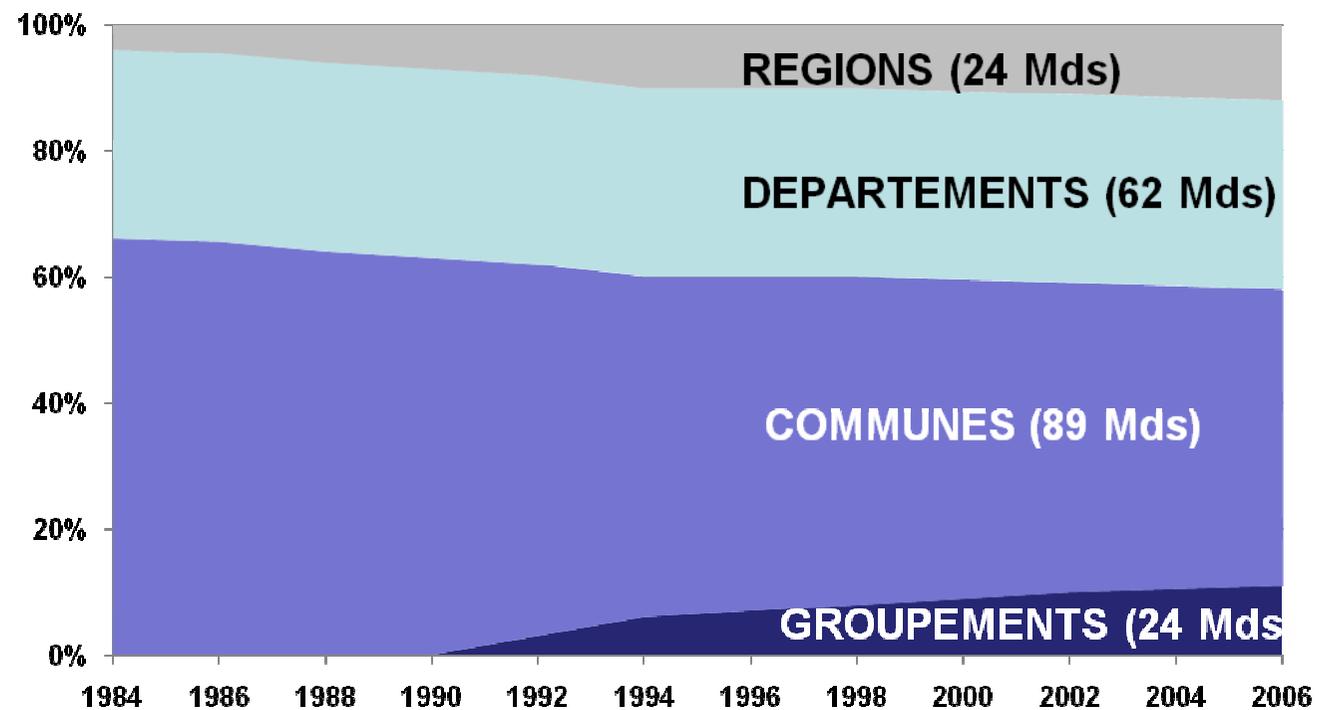
⌚ *Quelles pistes d'évolution ?*



Finances locales, organisation institutionnelle : un tournant ?

⌚ Repères chiffrés :

Dépenses totales des collectivités locales :
200 mds (1984 – 2006)

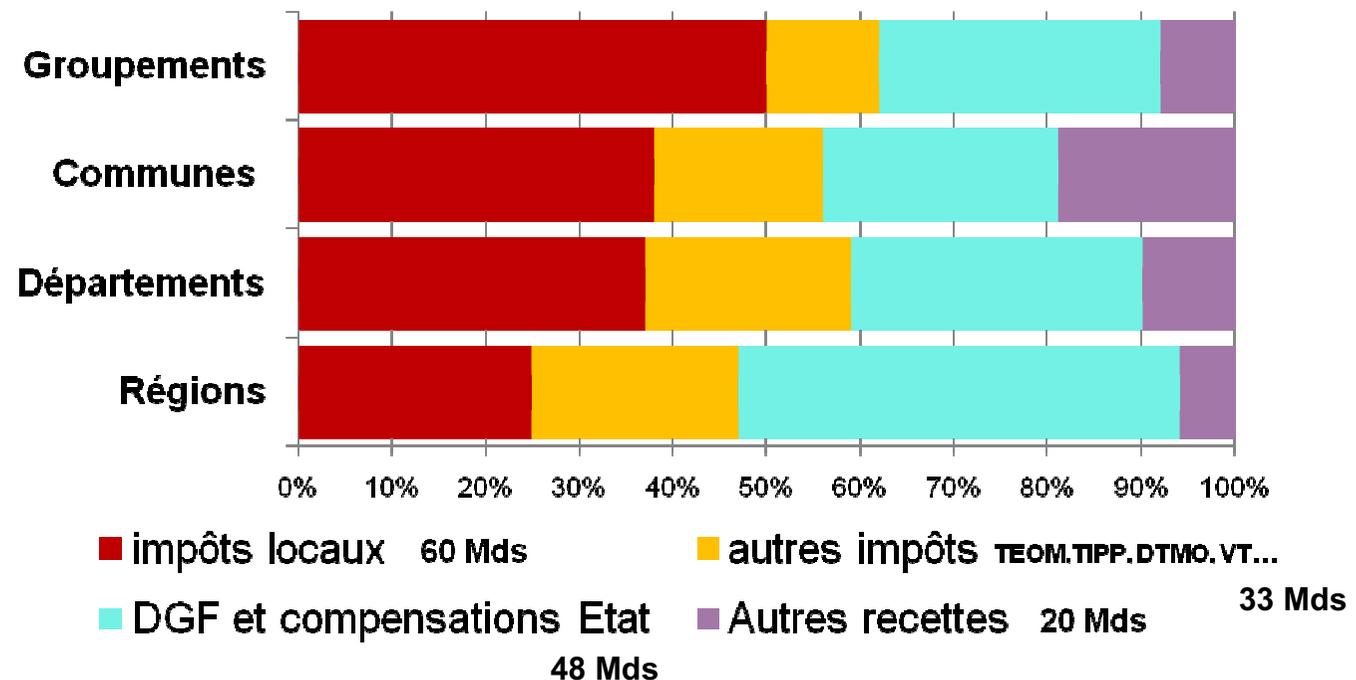




Finances locales, organisation institutionnelle : un tournant ?

⌘ Repères chiffrés :

Recettes de fonctionnement des collectivités locales en 2006





Finances locales, organisation institutionnelle : un tournant ?

⌘ *Une fiscalité à bout de souffle :*

- ∨ Un système complexe, sans cesse modifié et peu lisible pour le contribuable
- ∨ Une dilution des responsabilités du fait de l'empilement des taux
- ∨ Un impôt local...de moins en moins local : l'Etat premier contribuable national
- ∨ Une assiette fiscale archaïque
- ∨ De fortes disparités richesses fiscales entre les territoires
- ∨ Des évolutions de ressources moins dynamiques que par le passé
- ∨ Une autonomie fiscale amputée (réforme de la TP)
- ∨ Et une forte interdépendance entre les différents niveaux de collectivité (communes / CC – financements croisés)



Finances locales, organisation institutionnelle : un tournant ?

⌚ *Un contexte économique très contraint*

∨ Un impératif macro-économique de maîtrise des dépenses publiques, de retour à l'équilibre budgétaire et de stabilité de prélèvements obligatoires

(rapports Pébereau et Richard, conférence nationale des exécutifs locaux, RGPP...)

∨ La crise économique contribue à creuser le déficit (moins évolution des recettes...)

Pèse sur les relations financières Etat / collectivités (DGF, enveloppe normée..)



Finances locales, organisation institutionnelle : un tournant ?

⌚ Une société qui évolue :

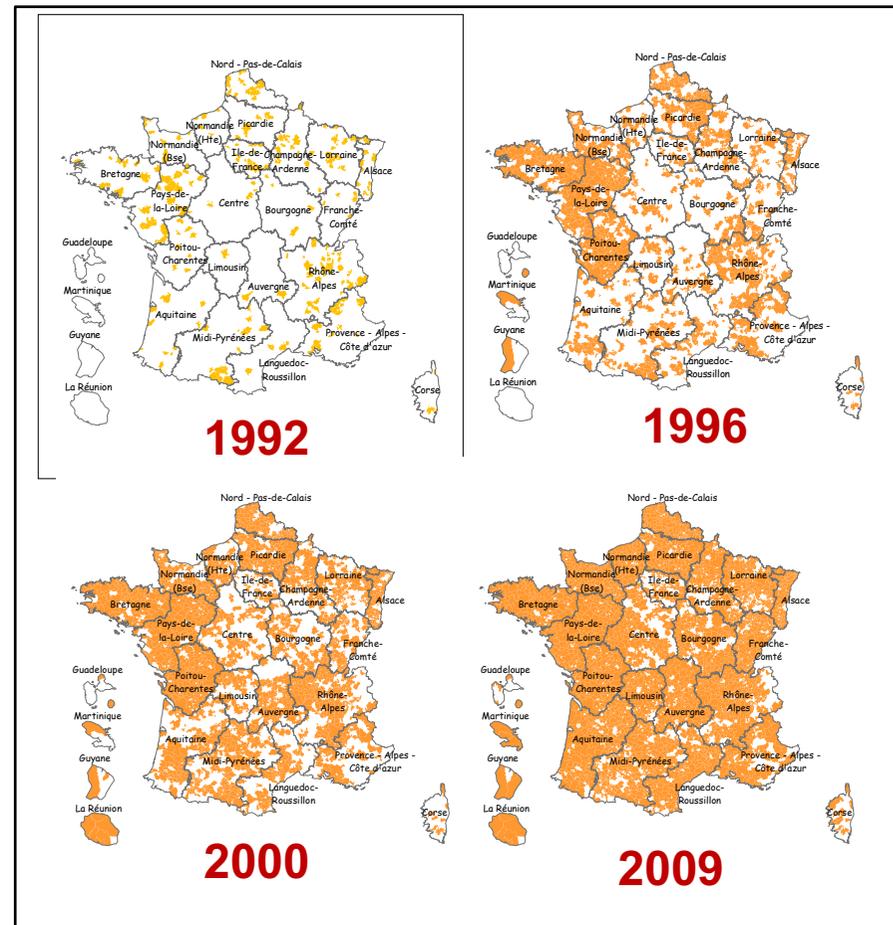
- ✓ Une démographie en croissance, mais inégalement répartie sur le territoire (*retour à la croissance des espaces ruraux et regain démographique des centres villes*)
- ✓ Une tendance au vieillissement (*selon l'insee, un habitant sur trois aurait plus de 60 ans en 2050, contre un sur cinq aujourd'hui*)
- ✓ Des exigences accrues en matière de service, de confort d'habitat...
- ✓ Une sensibilité accrue pour les questions environnementales
- ✓ Une montée en puissance du chômage, de la précarité... (*en trente ans le taux d'effort brut des ménages pour se loger est passé de 7 à 12 % de leur budget*)



Finances locales, organisation institutionnelle : un tournant ?

Le développement de l'intercommunalité ...un bouleversement dans l'organisation des pouvoirs locaux

- 93 % des communes en 2009
- 87 % de la population (54 millions d'hab.)
- des structures majoritairement jeunes





Finances locales, organisation institutionnelle : un tournant ?

⌚ Mais

- ∨ Déficit de cohérence et d'ambition dans certains périmètres
- ∨ Des secteurs mal couverts (Ile-de-France)
- ∨ Un empilement de structures (maintien des syndicats)
- ∨ Articulation parfois difficile avec les autres niveaux de collectivités / Un acteur de plus....
- ∨ Faiblesse des économies d'échelle
- ∨ Déficit démocratique
- ∨ Risques d'inflation fiscale (rapport Mariton)



Finances locales, organisation institutionnelle : un tournant ?

⌘ *De plus en plus de compétences confiées au secteur local*

∨ Nombreux transferts aux départements et aux régions

∨ Nombreux transferts en direction du bloc local (les grands chantiers nationaux : Grenelle, logement, droits opposables...)

Forte progression des charges structurelles (personnel, dette, charges de gestion..)

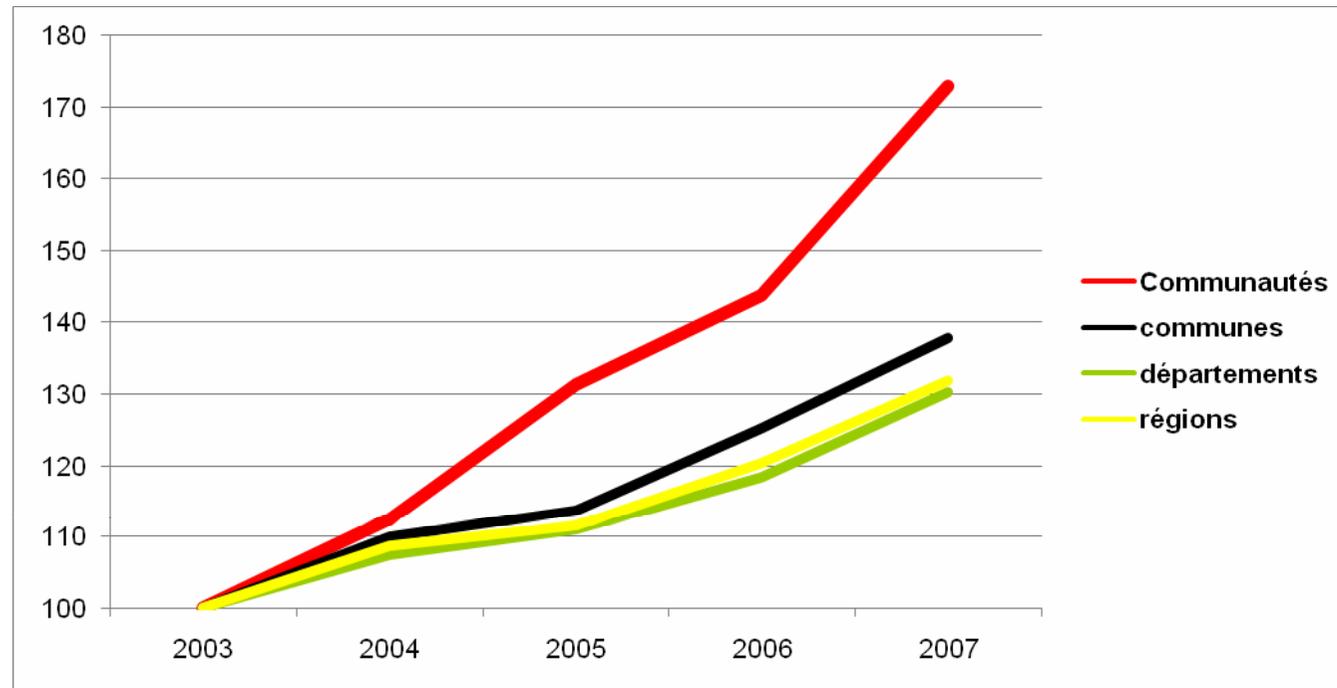
Compensation financière des transferts jugée insuffisante (départements)

Transfert de compétences sans financement dédié (EPCI)



Finances locales, organisation institutionnelle : un tournant ?

Evolution des dépenses d'investissement en euros/hab. par type de collectivité (base 100 en 2003)



Les collectivités assurent 74 % des investissements du secteur public local



Quels impacts pour les collectivités ?

⌚ ***Déséquilibre entre faible évolution des ressources et forte évolution des charges***

∨ Réduction des marges de manœuvre

∨ Recentrage sur les compétences « cœur de métier » (social pour les départements + apparition de nouveaux besoins)

∨ Risque de priorisation des investissements

Fortes inquiétudes sur l'évolution des marges de manœuvre

Quels seront les effets du Plan de relance....



En quoi ces mutations interpellent les collectivités ?

Quelles sont leurs attentes ?

- ⌘ Répondre aux besoins des populations : le logement, l'emploi, les services publics.....
- ⌘ Produire un logement en rapport avec les moyens des habitants et bien réparti sur le territoire
- ⌘ Jouer pleinement leur rôle d'investisseur local (effet contra cyclique)
- ⌘ Avoir une action publique efficace à un coût maîtrisé
- ⌘ Disposer de ressources dynamiques et régulières
- ⌘ Que soit prise en compte la diversité de leurs territoires (priorité au local)



Quelles évolutions possibles ?

⌘ *Redessiner l'architecture générale des pouvoirs locaux (1)*

∨ Vers un achèvement de la carte intercommunale

∨ Vers des mécanismes d'élection directe (Alain Marleix)

Légitimation des intercommunalités

- désignation des conseillers communautaires sur les listes municipales (type PLM) ?

∨ Vers une clarification du « paysage institutionnel » et des compétences (rapports Alain Lambert, Jean-Luc Warsmann..)

Volonté de simplification du « millefeuille »

-Fin de la clause générale de compétence?

- Limitation des co-financements ?

- Distinction entre compétences de prescription et compétences de réalisation ?

- Désignation d'un véritable « chef de file » ?



Quelles évolutions possibles ?

⌘ *Redessiner l'architecture générale des pouvoirs locaux (2)*

- ∇ **Vers une généralisation du fait urbain** (Commission Balladur)
 - un statut unifié pour les communautés ?
 - une compétence générale à l'intercommunalité ?
 - 20 à 25 métropoles ?
 - communes = mairies d'arrondissement ?
 - quelles articulation départements – région ?



Quelles évolutions possibles ?

⌚ **Réformer la fiscalité**

70 % des présidents d'EPCI souhaitent une réforme en profondeur de la fiscalité

∨ **Clarifier les responsabilités fiscales**

- Poursuivre la spécialisation fiscale : dissociation progressive des modalités de financement du bloc « communes / communauté » avec les niveaux supérieurs (Départements et Régions)
- Réduire le nombre de niveaux institutionnels bénéficiaires des mêmes impôts

∨ **Moderniser les assiette fiscales**

- Quel substitut à la taxe professionnelle ?
- Quel impôt économique local ?
- Comment réviser la valeur locative ?

∨ **Maintenir des mécanismes de solidarité et de péréquation**